

Sommet « Rio +20 » des Nations unies : les Amis de la Terre lancent la campagne « La nature n'est pas à vendre ! » pour s'opposer à la mainmise de la finance sur la nature

Communiqué des Amis de la Terre, 5 juin 2012

mardi 5 juin 2012

À l'occasion de la journée mondiale de l'environnement, et à deux semaines de l'ouverture de la Conférence des Nations unies sur le développement durable à Rio (Brésil), Les Amis de la Terre France lancent une campagne pour dénoncer les dangers de la financiarisation de la nature. Ils décryptent dans une brochure « La nature n'est pas à vendre ! », les enjeux et impacts sociaux et environnementaux de « l'économie verte », qui entend multiplier les instruments et mécanismes de marché pour « gérer » la nature et le bien-être humain. Les Amis de la Terre organisent à cette occasion de nombreuses activités en France et participeront au Sommet des Peuples à Rio, qui se tiendra en marge de la Conférence officielle des Nations unies, pour faire valoir les alternatives à cette mainmise de la finance et des multinationales sur la nature [1].

Spéculation sur les denrées alimentaires, sur l'énergie, création des marchés carbone et bientôt, de marchés incluant les forêts et des écosystèmes entiers [2] : les acteurs financiers s'infiltrent chaque jour un peu plus dans la sphère de la nature et du vivant, avec comme résultat une aggravation des crises écologique, climatique et sociale.

Car selon la logique financière, les « services » fournis gracieusement par la nature seraient insuffisamment reconnus, et il faudrait donc leur donner un prix. Un groupe de banques, associées au PNUE-Finance [3], lancent d'ailleurs à l'occasion de Rio+20 une « *Déclaration sur le capital naturel* » [4], qui traduit parfaitement leur vision de la nature comme un simple capital, et leur soutien aux mécanismes poussant à la financiarisation de la nature. Tout comme les acteurs financiers, les multinationales entendent se saisir des nouvelles opportunités de cette « finance verte », qui est un moyen de continuer leurs bonnes vieilles pratiques de rentabilité tout en affichant un prétendu comportement responsable.

Juliette Renaud, chargée de campagne sur la Finance privée aux Amis de la Terre France commente : « *Nous ne voulons pas de cette "économie verte" qui ne fait qu'accroître les injustices sociales et la crise écologique. Elle constitue un puissant levier pour réduire davantage la responsabilité des entreprises qui vont pouvoir contourner les législations sociales et environnementales, et s'approprier des biens naturels au détriment des communautés locales* ». En effet, notamment au travers des mécanismes de compensation, les entreprises peuvent continuer à polluer ou à détruire l'environnement sans remettre en cause leurs pratiques. Le bilan désastreux des marchés carbone en est d'ailleurs la preuve : ils ont permis aux banques et multinationales de faire des profits, tandis que la crise climatique a continué à s'aggraver. De plus, les projets mis en œuvre pour obtenir des crédits carbone ont conduit à des violations des droits des communautés locales, et à de nouveaux accaparements de terres et de biens naturels.

Juliette Renaud poursuit : « *Il est impératif que les Nations unies et nos gouvernements résistent aux pressions de la finance et des entreprises et mettent un frein à cette financiarisation de la nature. La priorité doit être la reconnaissance des droits des communautés et la remise en cause de nos modes de vie insoutenables. Ces communautés ont su préserver leurs territoires et les biens naturels qui s'y trouvent depuis bien longtemps et doivent donc être les acteurs centraux de leur gestion et préservation. C'est à nos sociétés de changer de mode de développement, actuellement dans l'impasse, plutôt que d'en faire subir les conséquences aux autres en niant leurs droits fondamentaux* ».

Avec la publication de « *La nature n'est pas à vendre !* » [5] et leur participation au Sommet des Peuples à

Rio, Les Amis de la Terre France entendent alerter les citoyens et les décideurs politiques sur l'écran de fumée qu'est l'économie verte, et les dangers que représente la financiarisation de la nature. Ils proposent aussi des alternatives et recommandations concrètes reposant notamment sur la gestion communautaire des biens naturels, le contrôle citoyen des grands choix de sociétés (modèle énergétique, grands projets d'infrastructure, ...). Les Amis de la Terre demandent qu'aucun nouveau marché sur les biens naturels ne soit créé, et que les acteurs financiers soient exclus des marchés existants.

Contacts :

Caroline Prak : 06 86 41 53 43 - 01 48 51 18 96 - [Mail](#)

Juliette Renaud : 01 48 51 18 92 - [Mail](#)

En savoir plus sur la campagne lancée par les Amis de la Terre, télécharger la brochure « *La nature n'est pas à vendre !* » :

www.amidelaterre.org/Sommet-Rio-20-des-Nations-unies.html

Sommaire de « *La nature n'est pas à vendre !* »

Une économie verte qui aggrave la crise écologique

Les enjeux de Rio+20

L'économie absorbée par la finance

PNUE-Finance, multinationales, lobbying : Défendons l'indépendance de l'ONU !

La nature, dernière lubie des financiers

Intégrer la nature dans un marché, c'est prendre des risques inacceptables

Planète à vendre : la finance à l'assaut de nouveaux marchés

Marchés du carbone : droit dans le mur... mais on continue à foncer

Le carbone, nouvelle opportunité pour Monsanto

Les marchés de l'eau, violation d'un droit fondamental

En Camargue, la compensation biodiversité, nouvel alibi des bétonneurs

La compensation volontaire, une démarche complémentaire ou un sabotage des négociations ?

L'infiltration croissante de la finance dans les marchés de biens naturels existants

Yasuni : la promesse difficile de laisser le pétrole dans le sol

De la dette financière à la dette écologique

Les communautés prises en étau

General Motors au Brésil : le prix humain des 4x4 écologiques ?

Marchés financiers, crises et perte de pouvoir des États

Des biens naturels gérés par les communautés

Reconnaître les droits des peuples autochtones pour protéger les forêts

Construire des sociétés soutenables, alliant justice sociale et écologique

Une production décentralisée d'énergie propre, sous contrôle citoyen

Notes

[1] Juliette Renaud représentera les Amis de la Terre France à la Conférence des Nations unies sur le développement durable à Rio, et prendra part aux actions menées par la fédération internationale à Rio, du 14 au 27 juin 2012. Plus d'informations sur les activités organisées par Les Amis de la Terre en France et à Rio à [ici](#).

[2] Il est prévu d'inclure les forêts et même l'agriculture dans les marchés carbone au travers notamment du mécanisme REDD+. De même, il existe déjà des projets de compensation biodiversité, comme ceux mis en place en France par la Caisse des Dépôts et Consignations. Pour en savoir plus : [ici](#).

[3] Branche du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, qui intègre des banques privées, et leur permet donc de faire passer leurs intérêts privés au travers d'une institution internationale qui est sensée défendre les intérêts publics. Les Amis de la Terre International se mobilisent d'ailleurs à l'occasion de la Conférence des Nations unies sur le développement durable à Rio pour dénoncer le poids des lobbies industriels dans les négociations. Ils lancent aujourd'hui une campagne contre la capture et le contrôle des Nations unies par les multinationales, avec une pétition adressée à Ban Ki-moon. De plus, un rapport des Amis de la Terre International sera publié à l'occasion d'un side-event organisé à Rio le 21 juin. Pour en savoir plus : [ici](#).

[4] Pour en savoir plus : [ici](#).

[5] Cette brochure est publiée en partenariat avec l'Aitec et Attac. Elle sera disponible en anglais à partir de la semaine prochaine. Pour plus d'information sur cette campagne : [ici](#).